

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/1/ARG/2

25 mars 1996

(96-1065)

Comité des sauvegardes

Original: espagnol

NOTIFICATION DES LOIS, REGLEMENTATIONS ET PROCEDURES RELATIVES AUX MESURES DE SAUVEGARDE

ARGENTINE

La Mission permanente de l'Argentine a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 4 mars 1996.

LOI N° 24.425

Portant approbation de l'Acte final reprenant les résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay, les décisions, les déclarations et le mémorandum d'accord approuvés par les Ministres ainsi que l'Accord de Marrakech.

Approuvée le 7 décembre 1994.
Promulguée le 23 décembre 1994.

Le Sénat et la Chambre des députés de la nation argentine, réunis en Congrès, etc., approuvent en lui donnant force de loi ce qui suit:

Article premier. L'Acte final reprenant les résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay, les décisions, les déclarations et le mémorandum d'accord approuvés par les Ministres ainsi que l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce et ses quatre annexes, signé à Marrakech (Royaume du Maroc) le 15 avril 1994 et dont la photocopie certifiée conforme fait partie de la présente loi, est approuvé.

Article 2. Pour communication au pouvoir exécutif national. - ALBERTO R. PIERRI. - ORALDO BRITOS. - Esther H. Pereyra Arandia de Pérez Pardo. - Edgardo Piuizzi.

Fait à Buenos Aires, le 7 décembre 1994.

ACTE FINAL REPRENANT LES RESULTATS DES NEGOCIATIONS COMMERCIALES MULTILATERALES DU CYCLE D'URUGUAY

1. S'étant réunis pour achever les Négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay, les représentants des gouvernements et des Communautés européennes, membres du Comité des négociations commerciales, conviennent que l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (dénommé dans le présent acte final l'"Accord sur l'OMC"), les Déclarations et Décisions ministérielles, ainsi que le Mémorandum d'accord sur les engagements relatifs aux services financiers, joints en annexe, reprennent les résultats de leurs négociations et font partie intégrante du présent acte final.

2. En signant le présent acte final, les représentants conviennent

- a) de soumettre pour examen, selon qu'il sera approprié, l'Accord sur l'OMC à leurs autorités compétentes respectives, en vue d'obtenir l'approbation de l'Accord conformément à leurs procédures; et
- b) d'adopter les Déclarations et Décisions ministérielles.

3. Les représentants conviennent qu'il est souhaitable que l'Accord sur l'OMC soit accepté par tous les participants aux Négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay (dénommés dans le présent acte final les "participants") afin qu'il entre en vigueur le 1er janvier 1995 ou le plus tôt possible après cette date. A la fin de 1994 au plus tard, les Ministres se réuniront, conformément au dernier paragraphe de la Déclaration ministérielle de Punta del Este, pour décider de la mise en oeuvre des résultats au plan international, y compris la date de leur entrée en vigueur.

4. Les représentants conviennent que l'Accord sur l'OMC sera ouvert à l'acceptation dans son ensemble, par voie de signature ou autrement, de tous les participants conformément à l'article XIV dudit accord. L'acceptation et l'entrée en vigueur d'un Accord commercial plurilatéral repris dans l'Annexe 4 de l'Accord sur l'OMC seront régies par les dispositions de cet accord commercial plurilatéral.

5. Avant d'accepter l'Accord sur l'OMC, les participants qui ne sont pas parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce doivent d'abord avoir achevé les négociations en vue de leur accession à l'Accord général et être devenus parties contractantes audit accord. Pour les participants qui ne sont pas parties contractantes à l'Accord général à la date de l'Acte final, les Listes ne sont pas définitives et seront établies par la suite aux fins de leur accession à l'Accord général et de l'acceptation de l'Accord sur l'OMC.

6. Le présent acte final et les textes joints en annexe seront déposés auprès du Directeur général des PARTIES CONTRACTANTES de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, qui en remettra dans les moindres délais une copie certifiée conforme à chaque participant.

FAIT à Marrakech, le quinze avril mil neuf cent quatre-vingt-quatorze, en un seul exemplaire, en langues française, anglaise et espagnole, les trois textes faisant foi.

DECISIONS, DECLARATIONS ET MEMORANDUM D'ACCORD
APPROUVES PAR LES MINISTRES

DECISION SUR LES MESURES EN FAVEUR
DES PAYS LES MOINS AVANCES

Les Ministres,

Reconnaissant la situation critique des pays les moins avancés, ainsi que la nécessité d'assurer leur participation effective au système commercial mondial et de prendre d'autres mesures pour améliorer leurs possibilités commerciales,

Reconnaissant les besoins spécifiques des pays les moins avancés dans le domaine de l'accès aux marchés, où le maintien d'un accès préférentiel demeure un moyen essentiel d'améliorer leurs possibilités commerciales,

Réaffirmant leur engagement de mettre pleinement en oeuvre les dispositions concernant les pays les moins avancés qui sont énoncées aux paragraphes 2 d), 6 et 8 de la Décision du 28 novembre 1979 au sujet du traitement différencié et plus favorable, de la réciprocité et de la participation plus complète des pays en voie de développement,

Eu égard à l'engagement des participants énoncé dans la Section B vii) de la Partie I de la Déclaration ministérielle de Punta del Este,

1. Décident que, si cela n'est pas déjà prévu dans les instruments négociés au cours du Cycle d'Uruguay et nonobstant leur acceptation de ces instruments, les pays les moins avancés, et tant qu'ils demeureront dans cette catégorie, tout en se conformant aux règles générales énoncées dans les instruments susmentionnés, ne seront tenus de contracter des engagements et de faire des concessions que dans la mesure compatible avec les besoins du développement, des finances et du commerce de chacun d'entre eux, ou avec leurs capacités administratives et institutionnelles. Les pays les moins avancés auront un délai supplémentaire d'un an à compter du 15 avril 1994 pour présenter leurs listes conformément à l'article XI de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce.

2. Conviennt de ce qui suit:

- i) La mise en oeuvre rapide de toutes les mesures spéciales et différenciées prises en faveur des pays les moins avancés, y compris celles qui sont adoptées dans le cadre du Cycle d'Uruguay, sera assurée, entre autres, grâce à des examens réguliers.
- ii) Dans la mesure du possible, les concessions NPF concernant les mesures tarifaires et non tarifaires convenues dans le cadre du Cycle d'Uruguay pour des produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays les moins avancés pourront être mises en oeuvre de manière autonome, à l'avance et sans échelonnement. La possibilité sera étudiée d'améliorer encore le SGP et les autres systèmes pour les produits dont l'exportation présente un intérêt particulier pour les pays les moins avancés.
- iii) Les règles énoncées dans les divers accords et instruments et les dispositions transitoires prévues dans le cadre du Cycle d'Uruguay devraient être appliquées de manière flexible et favorable en ce qui concerne les pays les moins avancés. A cet effet, une attention bienveillante sera accordée aux préoccupations spécifiques et motivées exprimées par les pays les moins avancés aux Conseils et Comités appropriés.
- iv) Dans l'application des mesures visant à pallier les effets des importations et autres mesures visées au paragraphe 3 c) de l'article XXXVII du GATT de 1947 et dans la disposition correspondante du GATT de 1994, une attention spéciale sera accordée aux intérêts à l'exportation des pays les moins avancés.
- v) Une aide technique considérablement accrue sera accordée aux pays les moins avancés pour leur permettre de développer, de renforcer et de diversifier leurs bases de production et d'exportation, y compris de services, ainsi que dans le domaine de la promotion des échanges, afin qu'ils puissent tirer parti au maximum de l'accès libéralisé aux marchés.

3. Conviennt de continuer d'étudier les besoins spécifiques des pays les moins avancés et de chercher à adopter des mesures positives qui facilitent l'expansion des possibilités commerciales en faveur de ces pays.

LOI N° 19.549

Buenos Aires, 3 avril 1972

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 5 du Statut (Estatuto) de la Révolution argentine,

LE PRESIDENT DE LA NATION ARGENTINE APPROUVE
ET PROMULGUE EN LUI DONNANT FORCE DE LOI
CE QUI SUIT:

PROCEDURES ADMINISTRATIVES

TITRE I

Procédures administratives: champ d'application

Article premier. Les règles de procédure à suivre en ce qui concerne l'Administration publique nationale, centralisée et décentralisée, y compris les entités autonomes, à l'exclusion des organismes militaires et des organismes de défense et de sécurité, se conformeront aux dispositions de la présente loi et aux prescriptions suivantes:

Prescriptions générales: ouverture et instruction d'office

- a) les procédures sont ouvertes et instruites d'office, sans préjudice de la participation des parties intéressées à ladite procédure;

Rapidité, économie, simplicité et efficacité des formalités

- b) la rapidité, l'économie, la simplicité, l'efficacité caractérisent les formalités, le pouvoir exécutif étant habilité à réglementer le régime disciplinaire qui assure la bienséance et le bon déroulement de la procédure, et notamment à infliger des amendes d'un montant maximal de 100 pesos - sauf indication expresse d'un autre montant - au moyen de décisions qui, une fois confirmées, ont force exécutoire;

Inobservation des prescriptions de forme

- c) l'inobservation par les parties intéressées de prescriptions de forme non essentielles qui peuvent être remplies ultérieurement est excusée;

Jours et heures ouvrables

- d) les actes et formalités sont accomplis pendant les jours et heures ouvrables par l'Administration, mais d'autres jours et heures peuvent être autorisés d'office ou à la demande d'une partie;

Délais

- e) en ce qui concerne les délais:
 - 1) ils sont impératifs pour les parties intéressées et pour l'Administration;

- 2) ils sont calculés en jours ouvrables par l'Administration sauf disposition juridique contraire ou autorisation donnée d'office ou à la demande d'une partie;
- 3) ils sont comptabilisés à partir du jour suivant la date de la notification. S'il s'agit de délais relatifs à des actes devant être publiés, les dispositions de l'article 2 du Code civil sont d'application;
- 4) lorsqu'aucun délai particulier n'a été établi pour les formalités, les notifications, les citations à comparaître, les sommations et mises en demeure, la réponse aux communications, les audiences et les rapports, le délai est de dix (10) jours;
- 5) avant l'expiration d'un délai, l'Administration peut, d'office ou à la demande de la partie intéressée, décider de le proroger pour une durée raisonnable qu'elle fixe par une décision motivée sans porter atteinte aux droits de tiers. Tout refus doit être notifié au moins deux (2) jours avant l'expiration du délai dont la prorogation a été demandée;

Présentation tardive d'un recours

- 6) à l'expiration des délais impartis pour présenter des recours administratifs, il y a forclusion. Nonobstant, la demande peut être examinée par l'autorité supérieure en tant que dénonciation d'illégalité, sauf si cette dernière en décide autrement pour des raisons de sécurité juridique ou parce que, les limites temporelles raisonnables ayant été dépassées, il est estimé que la partie intéressée a volontairement renoncé à son droit;

Interruption des délais due à la présentation de recours

- 7) sans préjudice des dispositions de l'article 12, les délais cessent de courir lorsqu'il y a présentation de recours administratifs, même si ces derniers ont été incorrectement définis, contiennent des vices de forme insignifiants ou n'ont pas été déposés auprès de l'organe compétent à la suite d'une erreur excusable;

Forclusion

- 8) l'Administration peut considérer comme déchu le droit non utilisé dans le délai pertinent, sans préjudice de la poursuite de la procédure selon l'état de la cause et sans rétroactivité, à condition qu'il ne s'agisse pas de l'hypothèse visée à l'alinéa ci-après;

Caducité de la procédure

- 9) lorsque soixante (60) jours se sont écoulés depuis l'interruption d'une procédure pour une raison imputable à la partie visée, l'organe compétent lui notifie que, si trente (30) jours s'écoulent encore sans que rien ne soit fait, la caducité de la procédure sera déclarée d'office et le dossier classé. Font exception les procédures concernant la prévention sociale et celles dont l'Administration considère qu'elles doivent être poursuivies en raison des circonstances particulières qui leur sont propres ou parce que l'intérêt général est en jeu. Lorsque la procédure est devenue caduque, l'intéressé peut cependant faire valoir ses prétentions dans une nouvelle procédure au cours de laquelle il pourra présenter les preuves déjà produites. Les démarches faisant intervenir l'organe

compétent entraînent la suspension des délais légaux et réglementaires, y compris ceux qui concernent la prescription, lesquels recommencent à courir à partir de la date de confirmation de la déclaration de caducité;

Garanties d'une procédure régulière

- f) les intéressés ont droit aux garanties d'une procédure régulière, lesquelles comprennent la possibilité:

Droit d'être entendu

- 1) d'exposer les raisons de leurs prétentions et contestations avant l'émission d'actes se référant à leurs droits subjectifs ou à leurs intérêts légitimes, de présenter des recours et de se faire assister et représenter par une ou des personnes spécialisées. Lorsqu'une règle autorise expressément que la représentation au niveau administratif soit exercée par des personnes qui ne sont pas des spécialistes du droit, l'assistance d'un juriste qualifié est obligatoire dans les cas où des questions juridiques sont soulevées ou traitées;

Droit de présenter et de produire des preuves

- 2) de présenter une preuve et de la faire produire si elle est pertinente, l'Administration devant demander et produire les rapports et avis nécessaires à la clarification des faits, tout cela au su des intéressés et de leurs représentants, qui peuvent présenter allégations et réfutations une fois que la période de présentation des preuves est achevée;

Droit à une décision motivée

- 3) que la décision prenne expressément en considération les principaux points et arguments avancés, pour autant qu'ils conduisent au règlement de l'affaire.

Procédures spéciales exclues

Article 2. Dans un délai de cent vingt (120) jours à compter de l'entrée en vigueur des règles de procédure visées à l'article premier, le pouvoir exécutif déterminera quelles sont les procédures spéciales actuellement applicables qui resteront en vigueur. Il est en outre habilité à:

Adaptation progressive des régimes spéciaux à la nouvelle procédure

- a) substituer les normes juridiques et réglementaires de nature strictement procédurale des régimes spéciaux subsistant éventuellement, en vue de leur adaptation progressive au système de la nouvelle procédure et des recours administratifs introduits en conséquence, pour autant que cela n'affecte pas les règles de fond auxquelles se réfèrent ou s'appliquent les régimes spéciaux précités;

La présente loi sera d'application complémentaire dans les procédures administratives pour lesquelles des régimes spéciaux subsistent;

- b) décider de la procédure administrative qui régira les organismes militaires et les organismes de défense et de sécurité, sur proposition de ces derniers, en adoptant les principes fondamentaux de la présente loi et son règlement d'application;

Procédures réservées ou secrètes

- c) déterminer les circonstances nécessaires et les autorités compétentes pour qualifier de réservées ou de secrètes les procédures, formalités, rapports ou avis qui doivent être considérés comme tels, même s'ils font partie d'une procédure publique.

TITRE II

Compétence de l'organe

Article 3. La compétence des organes administratifs est celle qui découle, selon les cas, de la Constitution nationale, des lois et des règlements s'y rapportant. L'exercice de cette compétence constitue une obligation de l'autorité ou de l'organe concerné et est intransmissible, sauf si la délégation ou la substitution sont expressément autorisées; l'évocation est recevable sauf disposition contraire expresse.

Questions de compétence

Article 4. Le pouvoir exécutif tranche les questions de compétence qui surviennent entre les ministres et entre les autorités, organismes ou entités autonomes qui exercent leurs activités au sein de différents ministères. Les responsables de ces ministères tranchent les questions de compétence qui surviennent entre les autorités, organismes ou entités autonomes qui opèrent dans leurs Départements d'Etat respectifs.

Conflits de compétence négatif et positif

Article 5. Lorsqu'un organe, d'office ou à la demande d'une partie, se déclare incompetent, il renvoie l'affaire à celui qu'il juge compétent. Si ce dernier à son tour refuse d'être saisi de l'affaire, il doit la soumettre à l'autorité habilitée à régler le conflit. Si deux organes se considèrent compétents, le dernier à avoir connu de l'affaire soumet la question, d'office ou à la demande d'une partie, à l'autorité qui doit se prononcer.

La décision finale concernant les questions de compétence est prise, dans les deux cas, sans autre fondement que l'avis du service juridique correspondant et, en cas de nécessité absolue, l'avis technique requis en l'espèce. Le délai prévu dans le présent article pour le renvoi des affaires est de deux (2) jours et, pour produire les avis et rendre les décisions, il est de cinq (5) jours.

Récusation et autorécusation de fonctionnaires et employés

Article 6. Les fonctionnaires et employés peuvent être récusés pour les raisons et dans les circonstances prévues aux articles 17 et 18 du Code de procédure civil et commercial de la Nation, leur supérieur immédiat devant intervenir dans un délai de deux (2) jours. L'intervention antérieure du fonctionnaire ou de l'employé dans le dossier n'est pas considérée comme une cause de récusation. Si la personne récusée admet le motif de la récusation et si celui-ci est pertinent, le supérieur immédiat désigne un remplaçant. Dans le cas contraire, le supérieur se prononce dans un délai de cinq (5) jours. S'il est jugé nécessaire de produire des preuves, ce délai peut être prorogé d'autant. L'autorécusation des fonctionnaires et employés est régie par l'article 30 du Code susmentionné et est immédiatement remise au supérieur hiérarchique qui se prononce sans avoir à justifier sa décision dans un délai de cinq (5) jours. Si le supérieur accepte l'autorécusation, il nomme un remplaçant. S'il ne l'accepte pas, il retourne le dossier au subordonné pour qu'il continue à s'occuper de l'affaire.

Les décisions relatives aux incidents liés à la récusation ou à l'autorécusation de fonctionnaires et celles qui sont prises en vue de résoudre ces incidents sont sans appel.

TITRE III

Conditions essentielles de l'acte administratif

Article 7. Les conditions essentielles de l'acte administratif sont les suivantes:

Compétence

- a) l'acte doit être émis par l'autorité compétente;

Motif

- b) l'acte doit être étayé par les faits et éléments d'information qui en constituent le motif ainsi que sur la législation applicable;

Objet

- c) l'objet doit être certain et physiquement et juridiquement possible; l'acte doit se prononcer sur toutes les requêtes formulées, mais il peut porter sur d'autres qui n'ont pas été proposées, après audition de la partie intéressée et à condition de ne pas affecter des droits acquis;

Procédures

- d) avant l'établissement de l'acte, les procédures essentielles et substantielles prévues et celles qui découlent implicitement de l'ordre juridique doivent être accomplies. Sans préjudice des dispositions d'autres règles spéciales éventuelles, l'avis des services permanents de conseil juridique doit être également considéré comme essentiel lorsque l'acte risque d'affecter des droits subjectifs ou des intérêts légitimes;

Justification

- e) l'acte doit être motivé, c'est-à-dire qu'il doit exposer de façon précise les raisons pour lesquelles il a été établi, en plus des éléments indiqués à l'alinéa b) du présent article;

Finalité

- f) la finalité qui émane des règles octroyant les pouvoirs pertinents à l'organe qui établit l'acte doit être respectée, et aucune autre fin, publique ou privée, distincte de celles qui justifient l'acte, ses motifs et son objet ne peut être poursuivie en secret. Les mesures que l'acte comporte doivent être proportionnellement adaptées à cette finalité.

Les contrats conclus par l'Etat, les permis et les concessions administratives sont régis par les lois pertinentes s'y rapportant, sans préjudice de l'application analogique des règles prévues dans le présent titre, le cas échéant.

Forme

Article 8. Les actes administratifs sont annoncés expressément et par écrit; ils indiquent le lieu et la date de leur établissement et prennent la forme correspondant à l'autorité qui les émet; une autre forme ne peut être utilisée qu'à titre exceptionnel et si les circonstances le permettent.

Voies de fait administratives

Article 9. L'Administration s'abstient:

- a) de tout comportement impliquant des voies de fait administratives qui portent atteinte à un droit ou à une garantie constitutionnels;
- b) de faire exécuter un acte si l'un quelconque des recours administratifs qui, en vertu de dispositions expresses impliquent la suspension des effets exécutoires dudit acte est en instance, ou s'il n'a pas été notifié après la décision s'y rapportant.

Silence ou ambiguïté de la part de l'Administration

Article 10. Le silence ou l'ambiguïté de la part de l'Administration face à des prétentions qui exigent d'elle une décision concrète sont interprétés comme une réponse négative.

Le silence ne peut être interprété comme une réponse positive que si une disposition le prévoit expressément.

Si les règles spéciales ne prévoient pas un délai précis pour la décision, ce délai ne peut dépasser soixante (60) jours. Passé le délai pertinent, la partie intéressée demande l'adoption rapide d'une décision et si trente (30) jours s'écoulent encore sans qu'une décision ne soit rendue, on considère qu'il y a silence de l'Administration.

Effets de l'acte: notification et publication

Article 11. Pour qu'un acte administratif de portée particulière produise ses effets, il doit être notifié à la partie intéressée et pour qu'un acte administratif de portée générale produise ses effets, il doit être publié. Les personnes visées peuvent auparavant, toutefois, demander l'exécution de ces actes s'ils ne portent pas atteinte aux droits de tierces parties.

Présomption de légitimité et force exécutoire

Article 12. Un acte administratif bénéficie d'une présomption de légitimité. Sa force exécutoire habilite l'Administration à l'exécuter par ses propres moyens - sauf si la loi ou la nature de l'acte exige l'intervention de l'autorité judiciaire - et empêche tout recours interjeté par les personnes visées d'en suspendre l'exécution et les effets, sauf disposition contraire expresse.

Cependant, l'Administration peut, d'office ou à la demande d'une partie et par une décision motivée, suspendre l'exécution pour des raisons liées à l'intérêt général, ou pour éviter que l'intéressé subisse un préjudice grave, ou lorsque est invoquée la nullité absolue avec justifications à l'appui.

Rétroactivité des actes administratifs

Article 13. Un acte administratif peut avoir des effets rétroactifs - à condition qu'ils ne portent pas atteinte à des droits acquis - lorsqu'il est établi aux fins de substituer un autre acte qui a été révoqué ou lorsque cela avantage la personne visée.

Nullité

Article 14. Un acte administratif est entaché de nullité absolue et irrévocable dans les cas suivants:

- a) lorsque la volonté de l'Administration a été exclue suite à une erreur fondamentale; en cas de dol, en ce sens que des faits ou éléments d'information inexistantes ou faux sont tenus pour existants; en cas de violence physique ou morale exercée sur l'agent de l'Administration; ou en cas de simulation absolue;
- b) lorsqu'il a été établi par une autorité incompétente compte tenu du domaine, du territoire, du moment ou du niveau de compétence sauf si, dans ce dernier cas, la délégation ou la substitution sont autorisées; faute de motif, lorsque les faits ou le droit invoqué n'existent pas ou sont faux; ou en cas de violation de la loi applicable, des prescriptions de forme essentielles ou du but dans lequel l'acte a été établi.

Annulabilité

Article 15. S'il y a eu une irrégularité ou omission mineure ou une erreur qui n'empêche pas l'existence de l'un de ses éléments essentiels, l'acte peut être annulé par l'autorité judiciaire.

Nullité de clauses incidentes ou accessoires

Article 16. La nullité d'une clause incidente ou accessoire d'un acte administratif n'entraîne pas la nullité dudit acte, à condition que la clause en question soit séparable et qu'elle n'affecte pas la teneur de l'acte établi.

Révocation d'un acte nul

Article 17. Un acte administratif entaché de nullité absolue est réputé irrégulier et doit être révoqué ou substitué au motif d'illégitimité y compris au niveau administratif. Toutefois, si l'acte a donné lieu à des mesures qui sont en voie d'application, il n'est possible d'empêcher son maintien et celui des effets encore en cours qu'au moyen d'une déclaration judiciaire de nullité.

Révocation d'un acte régulier

Article 18. Un acte administratif régulier, qui a créé des droits subjectifs en faveur des personnes visées, ne peut être révoqué, modifié ou substitué au niveau administratif une fois qu'il a été notifié.

Toutefois, il peut être révoqué, modifié ou substitué d'office au niveau administratif si la partie intéressée a connaissance de l'irrégularité, si la révocation, la modification ou la substitution de l'acte l'avantage sans causer de préjudice à des tierces parties et si le droit a été octroyé expressément et valablement à titre précaire. Il peut aussi être révoqué, modifié ou substitué pour raisons de circonstances de fond ou de commodité, avec indemnisation des personnes visées en cas de préjudice.

Rectification

Article 19. Un acte administratif annulable peut être rectifié par:

Ratification

- a) ratification par l'instance supérieure, lorsque l'acte a été établi par une instance incompétente en raison de son niveau et à condition que l'évocation, la délégation ou la substitution soit appropriée;

Confirmation

- b) confirmation par l'organe qui a établi l'acte, corrigeant l'irrégularité qu'il contient.

Les effets du rétablissement s'appliquent rétroactivement à la date d'établissement de l'acte qui fait l'objet de la ratification ou de la confirmation.

Conversion

Article 20. Si les éléments valables d'un acte administratif nul peuvent être intégrés à un autre acte qui est valable, la conversion peut être effectuée avec le consentement de la personne visée. La conversion produit ses effets à partir du moment où le nouvel acte est achevé.

Caducité

Article 21. L'Administration peut déclarer unilatéralement la caducité d'un acte administratif lorsque la partie intéressée ne remplit pas les conditions fixées dans ledit acte, mais après constitution en demeure et octroi d'un délai supplémentaire raisonnable à cet effet.

Révision

Article 22. La révision d'un acte définitif peut être décidée au niveau administratif:

- a) lorsqu'il y a des contradictions dans les dispositions de fond, que leur éclaircissement ait été demandé ou non;
- b) lorsque, après l'établissement de l'acte, des documents décisifs sont recouverts ou découverts dont on ignorait l'existence ou qui n'avaient pu être présentés comme éléments de preuve pour raison de force majeure ou du fait d'un tiers;
- c) lorsque l'acte a été établi sur la base de documents dont la déclaration de fausseté était inconnue ou a été faite après l'établissement dudit acte;
- d) lorsque l'acte a été établi grâce à la corruption d'un fonctionnaire public, à la prévarication, à la violence ou à toute autre manoeuvre frauduleuse ou grave irrégularité avérée.

La demande doit être faite dans les dix (10) jours suivant la notification de l'acte dans le cas de l'alinéa a). Dans les autres cas, la révision peut être demandée dans les trente (30) jours qui suivent celui où les documents ont été recouverts ou découverts ou celui où la force majeure ou le fait du tiers a cessé; ou lorsque l'existence des éléments mentionnés aux alinéas c) et d) est légalement avérée.

TITRE IV

Contestation judiciaire des actes administratifs

Article 23. Un acte de portée particulière peut être contesté par voie judiciaire:

- a) lorsqu'il est qualifié de définitif et que toutes les procédures administratives ont été épuisées à son sujet;
- b) lorsque, bien que ne statuant pas quant au fond, il empêche totalement l'instruction de la demande présentée;
- c) dans les cas de silence ou d'ambiguïté mentionnés à l'article 10;
- d) en cas de violation des dispositions de l'article 9 par l'Administration.

Article 24. Un acte de portée générale peut être contesté par voie judiciaire:

- a) lorsqu'une partie intéressée dont les droits subjectifs sont ou peuvent être affectés par ledit acte de façon certaine et éminente a présenté une plainte auprès de l'autorité qui l'a établie et que le résultat est défavorable ou que se présente l'un des cas prévus à l'article 10;
- b) lorsque l'autorité chargée d'exécuter l'acte de portée générale l'a mis en application à l'aide de mesures définitives et que toutes les voies de recours administratives ont été épuisées contre ces mesures sans succès.

Délais dans lesquels la contestation doit être présentée (par voie d'action ou de recours)

Article 25. L'action contre l'Etat ou ses entités autonomes doit être engagée impérativement dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours calculé comme suit:

- a) s'il s'agit d'un acte de portée particulière, à compter du jour de sa notification à la partie intéressée;
- b) s'il s'agit d'un acte de teneur générale contre lequel a été présentée une plainte qui a été déboutée par décision expresse, à compter du jour où le déboutement a été notifié à la partie intéressée;
- c) s'il s'agit d'un acte de portée générale pouvant être contesté par le biais de demandes individuelles, à compter du jour où la déclaration expresse d'épuisement des recours administratifs est notifiée à la partie intéressée;
- d) s'il s'agit de voies de fait ou de faits administratifs, à compter du moment où ils se sont produits.

Lorsqu'en vertu d'une disposition expresse la contestation d'un acte administratif doit se faire par voie de recours, le délai imparti pour présenter ledit recours est de trente (30) jours à compter de celui de la notification de la décision définitive qui épuise les procédures administratives.

Article 26. La demande peut être faite à tout moment lorsque l'acte devient définitif à l'échéance des délais prévus à l'article 10 et sans préjudice des règles pertinentes en matière de prescription.

Contestation d'actes par l'Etat ou ses entités autonomes: délais

Article 27. Il n'y a pas de délai pour engager une procédure dans les cas où l'Etat ou ses entités autonomes sont la partie plaignante, sans préjudice des règles pertinentes en matière de prescription.

Amparo (protection des droits constitutionnels) en cas de retard
de la part de l'Administration

Article 28. Une partie à une procédure administrative peut demander sous condition qu'un ordre de prompt exécution soit donné. Cet ordre est d'application lorsque l'autorité administrative a laissé arriver à échéance les délais fixés - et en l'absence de délais, si le temps écoulé dépasse ce qui peut être considéré comme raisonnable - sans avoir rendu le jugement ou la décision sur la procédure ou sur le fond demandé par l'intéressé. Après présentation de la demande, si le tribunal le juge approprié compte tenu des circonstances, il demande à l'autorité administrative concernée de l'informer, dans le délai fixé par lui, des causes du retard en question. Lorsque la réponse à cette demande a été donnée ou que le délai est arrivé à échéance sans qu'une réponse ait été donnée, il est statué au sujet du retard et, le cas échéant, l'ordre de prompt exécution est donné à l'autorité administrative responsable qui doit s'y conformer dans le délai raisonnable établi selon la nature et la complexité du jugement ou des procédures en suspens.

Article 29. En cas de non-respect de l'ordre de prompt exécution, les dispositions de l'article 17 du Décret-loi n° 1285/58 sont d'application.

Plainte administrative avant la poursuite judiciaire

Article 30. En dehors des cas prévus aux articles 23 et 24, l'Etat ne peut être poursuivi en justice sans une plainte administrative préalable, adressée au Ministère ou Commandant en chef concerné.

La plainte porte sur les mêmes faits et droits que ceux qui sont invoqués dans une éventuelle demande en justice et le pouvoir exécutif ou les autorités désignées en cas de délégation de pouvoir se prononcent sur ladite plainte.

Article 31. Le prononcé du jugement concernant la plainte doit se faire dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date à laquelle elle a été formulée. Passé ce délai, l'intéressé demande l'adoption rapide d'une décision et si quarante-cinq (45) jours s'écoulent encore il peut intenter l'action à tout moment, sans préjudice des dispositions pertinentes en matière de prescription.

Article 32. La plainte administrative préalable visée aux articles ci-dessus n'est pas nécessaire si cela est expressément stipulé par la loi ou lorsque:

- a) un acte établi d'office peut être exécuté avant l'expiration des délais prévus à l'article 31;
- b) avant que le pouvoir exécutif établisse un acte d'office, la personne visée s'est présentée en formulant une demande contraire;
- c) il s'agit de recouvrer une somme versée à l'Etat en vertu d'une saisie ou de recouvrer un droit indûment payé;

- d) une action en dommages-intérêts, une demande d'expulsion ou une action qui ne suit pas la procédure normale est intentée contre l'Etat ;
- e) le comportement de l'Etat laisse clairement présumer que la procédure sera inefficace, d'où l'inutilité de la plainte préalable;
- f) l'action est intentée contre un organisme décentralisé habilité à ester en justice.

Article 33. La présente loi entrera en vigueur cent vingt (120) jours après sa publication au Journal officiel.

Article 34. Pour communication, publication, transmission à la Direction nationale du Registre officiel et archivage.

LANUSSE

Carlos A. Rey
Carlos G. N. Coda
Ismael E. Bruno Quijano

DECRET N° 1.759

Buenos Aires, le 3 avril 1972

VU ET CONSIDERANT: les dispositions de la Loi n° 19.549 et la proposition du Ministre de la justice,

LE PRESIDENT
DE LA NATION ARGENTINE

DECRETE:

Article premier. L'ensemble des dispositions ci-jointes, qui constitue le Règlement d'application de la Loi nationale sur les procédures administratives, est approuvé.

Article 2. Le règlement approuvé entrera en vigueur cent vingt (120) jours après sa publication au Journal officiel et s'appliquera aux procédures administratives engagées d'office ou à la demande d'une partie, à compter de cette date.

Article 3. Le Ministère de la justice convoquera immédiatement les responsables des différents services juridiques de l'Administration publique nationale centralisée et décentralisée, y compris les entités autonomes pour que, réunis en commission, ils décident quelles sont les procédures spéciales actuellement applicables qui resteront en vigueur. Leurs conclusions seront soumises au pouvoir exécutif, conjointement avec les règles projetées, trente (30) jours avant l'échéance du délai prévu à l'article 2 de la loi.

Article 4. Chacun des responsables des services juridiques susmentionnés devra proposer progressivement au pouvoir exécutif, par l'intermédiaire du Département d'Etat ou de l'organisme dont il relève, les mesures visées à l'article 2, alinéa a) de la loi. De même, les responsables des services juridiques militaires et de défense et de sécurité feront leurs propositions à travers les Commandants en chef de leurs armes respectives et des organismes dont ils relèvent, pour les procédures administratives visées à l'alinéa b) dudit article de la loi.

Article 5. Pour communication, publication, transmission à la Direction nationale du Registre officiel et archivage.

LANUSSE

Carlos A. Rey
Ismael E. Bruno Quijano
Carlos G. N. Coda

REGLEMENT D'APPLICATION DE LA LOI NATIONALE SUR LES PROCEDURES ADMINISTRATIVES

TITRE I

Organes compétents

1. Les litiges administratifs sont traités et réglés par les organes dont une loi ou un décret a déclaré qu'elles ressortaient à leur compétence; à défaut d'une telle loi ou d'un tel décret, l'affaire sera instruite par l'autorité qu'aura déterminée par voie de règlement intérieur le ministère ou l'organe directeur de l'entité décentralisée, le cas échéant.

Pouvoirs du supérieur hiérarchique

2. Les ministres et organes directeurs des entités décentralisées peuvent adonner ou engager l'action de leurs subordonnés au moyen d'ordonnances, d'instructions, de circulaires et de règlements intérieurs, afin d'assurer la rapidité, l'économie, la simplicité et l'efficacité de la procédure; leur déléguer des pouvoirs; en prendre le contrôle; et se saisir de l'affaire et la résoudre, sauf disposition attribuant la compétence exclusive au subordonné.

Tout cela est sans préjudice de la possibilité d'entendre éventuellement lors de l'instruction de l'affaire les recours pertinents qui ont pu être présentés.

Ouverture de la procédure. Partie intéressée

3. La procédure administrative peut être ouverte d'office ou à la demande de toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui invoque un droit subjectif ou un intérêt légitime; ces personnes sont considérées comme des parties intéressées dans la procédure administrative. Sont également considérés comme parties intéressées ceux dont les droits subjectifs ou les intérêts légitimes peuvent être affectés par l'acte qui va être établi, et qui ont participé à la procédure à la demande de l'intéressé initial, spontanément, ou sur sommation de l'autorité concernée lorsque cette dernière constate leur existence au cours de l'instruction de l'affaire.

Les mineurs ont pleine capacité pour participer directement aux procédures administratives en tant que parties intéressées afin de défendre leurs propres droits subjectifs ou intérêts légitimes.

Ouverture d'office et à la demande d'une partie intéressée

4. Toutes les actions administratives sont ouvertes d'office par l'organe compétent, ce qui n'empêche pas la partie intéressée d'engager elle aussi la procédure. Sont exclues de ce principe les procédures concernant uniquement l'intérêt privé de la personne visée, à moins que la décision qui va être prise risque d'affecter d'une façon ou d'une autre l'intérêt général.

Devoirs et pouvoirs de l'organe compétent

5. L'organe compétent mène à bien la procédure en veillant à:

- a) traiter les affaires selon leur ordre et les juger lorsqu'elles sont en état. L'ordre de traitement et de jugement ne peut être modifié que par une décision motivée;

- b) inclure dans une seule décision toutes les affaires qui, de par leur nature, peuvent être traitées simultanément et concentrer dans un même acte ou une même audience toutes les démarches et mesures pertinentes en matière de preuves;
- c) signaler, avant de donner suite à une requête, ses éventuels défauts, en ordonnant leur correction d'office ou par l'intéressé dans le délai raisonnable fixé par l'organe compétent, et en ordonnant de la même manière les démarches éventuellement nécessaires pour éviter les cas de nullité;
- d) ordonner à tout moment la comparution personnelle des parties intéressées, de leurs représentants légaux ou mandataires pour demander les explications jugées nécessaires et encore pour réduire les désaccords qui pourraient exister sur des questions de fait ou de droit, en en prenant acte. La citation à comparaître indiquera précisément l'objet de la comparution.

Pouvoirs disciplinaires

6. Pour maintenir l'ordre et la bienséance au cours des procédures, l'organe compétent peut:
- a) biffer toute phrase injurieuse ou rédigée en termes outrageants ou indécents;
 - b) exclure d'une audience toute personne qui la perturbe;
 - c) appeler l'attention des responsables et leur donner un avertissement;
 - d) infliger les amendes autorisées par l'article 1, alinéa b) "*in fine*" de la loi, ainsi que les autres sanctions, y compris les peines pécuniaires, prévues dans d'autres dispositions en vigueur. Les peines fermes sont exécutées par les représentants judiciaires pertinents de l'Etat, suivant la procédure prévue aux articles 604 et 605 du Code de procédure civile et commerciale;
 - e) destituer les mandataires pour inconduite ou pour entrave manifeste à la procédure, en intimant au mandant d'intervenir directement ou par l'intermédiaire d'un nouveau mandataire, sous peine de suspendre la procédure ou de la poursuivre sans sa participation, le cas échéant. Les fautes commises par les agents de l'administration relèvent des lois spéciales les régissant.

TITRE II

Des dossiers: numéro d'identification

7. Le numéro d'identification avec lequel un dossier est ouvert reste le même tout au long de la procédure, quels que soient les organes qui y participent. Il est interdit d'inscrire dans le dossier un numéro ou signe d'identification autre que celui qui a été attribué par l'organe qui a entamé la procédure.

Compilation

8. Les dossiers sont compilés dans des documents numérotés qui ne dépassent pas 200 pages, sauf dans les cas où cette limite entraîne la division d'écrits ou de documents qui constituent un seul texte.

COMMERCE EXTERIEUR

Décret n° 766/94

Création de la Commission nationale du commerce extérieur. Fonctions. Composition et règles de procédure. Enquêtes, rapports, avis et activités. Dispositions générales et transitoires

Buenos Aires, le 12 mai 1994

VU le Code douanier (Loi n° 22.415) et son règlement d'application, les lois n° 16.834 portant accession de la République argentine à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et n° 24.176 portant approbation de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI et de l'Accord relatif à l'interprétation et à l'application des articles VI, XVI et XXIII dudit Accord général, et la Loi n° 20.744, et

CONSIDERANT:

Que la République argentine a ces dernières années mis en oeuvre une politique d'ouverture de son économie en réduisant les droits de douane et en supprimant de nombreux obstacles non tarifaires et ce dans un contexte de libre fixation des prix et des salaires.

Que cette politique a eu pour objet d'accroître la concurrence sur le marché intérieur argentin et d'assurer son approvisionnement en marchandises dans des conditions similaires à celles du marché international pour ce qui est des prix et de la qualité.

Que le gouvernement national a notamment pour fonction de déployer tous les efforts nécessaires pour faire en sorte qu'un dommage important ne soit pas causé aux producteurs établis dans le pays par des importations réalisées dans des conditions de concurrence déloyale, notamment des importations à prix de dumping et des importations subventionnées.

Qu'il se peut également que des événements sans aucun rapport avec la politique commerciale du pays ou avec des pratiques concurrentielles déloyales entraînent une augmentation sensible des importations qui fait qu'il est souhaitable de prendre des mesures pour protéger la production nationale.

Qu'en administrant les instruments de politique commerciale destinés à lutter contre les pratiques commerciales déloyales et ceux qui se rapportent aux mesures de sauvegarde, il faut rechercher un maximum d'efficacité et de transparence pour s'assurer que les prix payés par les consommateurs ne dépassent pas ceux qui seraient pratiqués dans des conditions de concurrence normale sur le marché international.

Que les analyses et enquêtes concernant les situations de concurrence déloyale au niveau international et l'imposition de mesures de sauvegarde doivent être réalisées conformément aux recommandations de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) dont la République argentine est signataire depuis 1965, et selon les modalités des accords approuvés par la Loi n° 24.176.

Que l'article 3 de ladite loi et l'article 722 du Code douanier autorisent l'autorité administrante à déléguer à un organisme compétent les fonctions relatives à l'application des réglementations en matière de concurrence internationale déloyale, à l'exception du pouvoir de prendre des décisions établissant des droits antidumping ou compensateurs, qui appartient exclusivement au Ministre de l'économie et des travaux et services publics.

Qu'il convient de déléguer à différents organismes les pouvoirs des autorités administrantes en ce qui concerne les enquêtes sur le dommage important causé à la production nationale, sur la marge de dumping et de subventionnement des importations effectuées dans des conditions de concurrence déloyale, ou sur l'accroissement sensible des importations, pour évaluer l'opportunité de mesures de sauvegarde.

Que, à cette fin, il convient de créer un organisme spécialisé prenant la forme d'une commission nationale, qui sera chargé d'analyser le dommage important causé à la production nationale en utilisant les meilleures données d'expérience internationales en la matière, et de maintenir dans le cadre du Sous-Secrétariat au commerce extérieur les enquêtes concernant la marge de dumping et le taux de subventionnement.

Qu'en tant qu'organisme spécialisé dans l'analyse du dommage, la Commission nationale du commerce extérieur ainsi créée doit se charger d'étudier en permanence les effets de la concurrence internationale sur la production nationale et d'identifier les situations susceptibles d'être prévues dans la législation en vigueur ou d'intéresser les autorités économiques.

Qu'il convient que cet organisme soit habilité également à agir en qualité d'organe consultatif du Secrétariat au commerce et aux investissements relevant du Ministère de l'économie et des travaux et services publics, dans le cadre de son domaine de spécialisation, en ce qui concerne les éléments de la législation relative au commerce international et de la politique de commerce extérieur qui ne sont pas directement liés aux règles du GATT en matière de concurrence déloyale et de sauvegardes mais qui comportent des aspects relatifs à l'analyse du dommage ou de la menace de dommage important pour la production nationale.

Que cette commission doit également agir en qualité d'autorité nationale compétente en la matière, dans les affaires relevant de traités internationaux.

Que, pour assurer le bon fonctionnement de cette commission, il convient de lui donner le statut d'organisme décentralisé doté de la personnalité juridique.

Que la création de tels organismes par le pouvoir exécutif national a été acceptée, comme il ressort de la doctrine la plus autorisée et de la théorie de la Procuración del Tesoro.

Que pour atteindre les objectifs visés, il convient de soumettre le personnel de la Commission au régime prévu dans la Loi n° 20.744 (1976) sur le contrat de travail et ses modifications.

Qu'il est en outre nécessaire de modifier la répartition des ressources administratives et les crédits en cours sous le poste 5000-Ministère de l'économie et des travaux et services publics dans le Budget général de l'Administration nationale pour l'exercice 1994, afin de permettre la mise en fonctionnement de la Commission sans changer la source de financement.

Que le Comité exécutif du Contrôleur de la réforme administrative et la Commission technique consultative sur la politique salariale du secteur public ont pris les mesures qui leur incombent.

Que ces fonctions, compétences et modalités de fonctionnement s'inscrivent dans le cadre de la restructuration de l'organisation de l'Etat en matière de commerce international et sont conformes au règlement d'application de la Loi n° 24.176 et aux accords internationaux issus des négociations du Cycle d'Uruguay de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), dans la mesure où la République argentine y accédera.

Que le pouvoir exécutif national a compétence pour établir le présent décret, en vertu des dispositions de l'article 86, paragraphe 1) de la Constitution nationale.

LE PRESIDENT DE LA
NATION ARGENTINE

DECRETE:

CHAPITRE I

Création et fonctions

Article premier. Il est créé une Commission nationale du commerce extérieur en tant qu'organisme décentralisé relevant du Secrétariat au commerce et aux investissements du Ministère de l'économie et des travaux et services publics.

La Commission est l'entité spécialisée du gouvernement national qui agit en qualité d'autorité chargée de l'analyse, des enquêtes et de la réglementation pour la détermination du dommage important causé à la production nationale dans les situations prévues par la législation en vigueur de la République argentine sur le commerce international.

Article 2. La Commission nationale du commerce extérieur a juridiquement pleine capacité pour agir dans la sphère du droit public comme du droit privé. Ses avoirs se composent des biens qui lui sont transférés et de ceux qu'elle pourrait acquérir à l'avenir à tel ou tel titre.

Article 3. Les fonctions de la Commission sont les suivantes:

- a) mener les enquêtes et procéder à l'analyse du dommage causé à la production nationale par des importations effectuées dans les conditions de concurrence déloyale définies par l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), dans le cadre des lois et réglementations qui régissent son application dans la République argentine;
- b) analyser le dommage qu'un accroissement sensible des importations peut avoir occasionné à la production nationale et évaluer l'opportunité d'adopter des mesures de sauvegarde, conformément à l'article XIX de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, dans le cadre des lois et réglementations qui régissent son application dans la République argentine;
- c) analyser, à la demande du Secrétariat au commerce et aux investissements, l'aspect du dommage causé à la production nationale, parallèlement à l'évaluation de mesures de politique de commerce extérieur qui résultent de l'application du Code douanier et des autres dispositions législatives pertinentes en vigueur;
- d) proposer les mesures appropriées, provisoires ou définitives, pour remédier au dommage dans les cas visés aux paragraphes ci-dessus, y compris les accords volontaires en matière de prix, et les revoir périodiquement afin de déterminer s'il convient de les maintenir;
- e) assurer le suivi permanent des tendances du commerce international et des effets de la concurrence extérieure sur la production nationale, en identifiant les cas de dommage réel ou potentiel;

- f) appliquer les dispositions contenues dans les traités internationaux pour les questions relevant de ses attributions et fonctions, et agissant en qualité d'entité nationale compétente en la matière;
- g) réaliser les autres études, analyses et travaux consultatifs qui relèvent de sa compétence ou lui sont spécialement demandés par le Secrétariat au commerce et aux investissements.

Article 4. La notion de dommage utilisée dans le présent décret s'entend:

- a) d'un dommage ou préjudice important causé à une branche de production nationale;
- b) d'une menace de dommage ou préjudice important pour une branche de production nationale;
- c) d'un retard sensible dans la création d'une branche de production nationale.

CHAPITRE II

Composition et règles de procédure

Article 5. La direction de la Commission nationale du commerce extérieur est exercée par un Conseil dont les membres ont rang de sous-secrétaire et qui se compose d'un président et de quatre membres, dont la rémunération est indiquée à l'annexe I du présent décret, et qui sont désignés par le pouvoir exécutif national sur proposition du Ministère de l'économie et des travaux et services publics. Les membres ont un mandat d'une durée de quatre (4) ans renouvelable.

Article 6. Les membres du Conseil de la Commission doivent être citoyens argentins et justifier de qualifications appropriées ainsi que de connaissances et d'une expérience professionnelle dans les domaines de l'économie, du droit et du commerce extérieur leur permettant d'exercer avec efficacité les fonctions dont ils ont la charge.

La fonction de membre du Conseil est incompatible, sans préjudice des autres cas prévus par la législation pour les fonctionnaires des administrations publiques, avec:

- a) l'exercice d'une autre activité rémunérée dans un quelconque département de l'Administration publique nationale, provinciale ou municipale, y compris le législatif et le judiciaire, autres que l'enseignement et les commissions d'étude;
- b) d'autres charges, tâches et consultations professionnelles dans des domaines liés directement ou indirectement à des personnes qui sont ou peuvent être impliquées dans les pratiques ou situations visées par le présent décret;
- c) les fonctions de représentant, défenseur ou mandataire dans des procédures judiciaires ou extrajudiciaires contre l'Etat national, les provinces, les municipalités ou tout autre organisme public.

Article 7. Les membres ne peuvent être démis de leurs fonctions que par le pouvoir exécutif national pour raison grave, après application de la procédure qui assure le respect de la légalité. Le pouvoir exécutif national peut révoquer le Président, sans avoir à invoquer un motif particulier.

Article 8. Il est interdit aux membres du Conseil et au personnel de la Commission d'avoir des conversations ou des négociations liées à une enquête en cours en dehors de la procédure correspondante, avec des personnes ayant un intérêt dans l'affaire. Le non-respect de cette règle est un motif légitime de licenciement du personnel, sans préjudice des autres responsabilités qu'il peut avoir en vertu de la législation générale.

Article 9. Les fonctions du Conseil sont les suivantes:

- a) interpréter et appliquer les règles visées à l'article 3 du présent décret, dans la limite des compétences de la Commission;
- b) établir le budget annuel des dépenses et le calcul des ressources de la Commission;
- c) approuver chaque année le rapport et le bilan, avant sa présentation aux organes de contrôle pertinents; et
- d) réaliser tous les autres actes assignés expressément à la Commission et d'une manière générale tous les actes nécessaires à l'exercice des fonctions de ladite Commission et à la réalisation des objectifs du présent décret.

Article 10. Le Président est chargé des fonctions administratives de la Commission et en est le représentant légal; en cas d'empêchement ou d'absence temporaire, il est remplacé par un des membres désigné à cette fin par le Conseil.

La désignation, la promotion, la suspension et la révocation du personnel incombent au Président de la Commission.

Article 11. Sauf pour adopter les décisions visées aux articles 14, 19, 21 (2ème paragraphe) et 22 du présent décret, pour lesquelles la présence de tous les membres est requise, le Conseil peut siéger avec trois de ses membres au minimum, les décisions étant adoptées à la majorité des voix exprimées par les membres présents. En cas de ballottage, la voix du Président compte double.

CHAPITRE III

Enquêtes, rapports, avis et activités

Article 12. Dans les enquêtes concernant des importations effectuées dans des conditions de concurrence déloyale, les rapports doivent contenir au minimum les renseignements suivants:

- a) description de la branche de production et de sa situation internationale;
- b) évolution des facteurs qui déterminent le rapport entre les importations réalisées dans des conditions de concurrence déloyale et le dommage causé à la production nationale, en particulier:
 - I. valeur et volume des importations réalisées dans des conditions de concurrence déloyale;
 - II. effets que ces importations ont eu sur les prix sur le marché local;
 - III. effets de ces importations sur des aspects tels que l'emploi, l'utilisation de la capacité, le taux de rendement des investissements et d'autres aspects qui pourraient être des indicateurs du dommage;

- IV. effets d'autres facteurs sur la compétitivité de la branche de production, y compris les facteurs cycliques, la capacité des entreprises, les réglementations et toute autre cause indépendante du commerce déloyal qui pourrait être un facteur déterminant;
- V. perspectives concernant l'évolution du marché en l'absence de mesures compensatoires; et
- VI. comportement probable du marché après l'application des mesures recommandées. Effets des mesures sur les consommateurs.

La preuve du dommage causé à la production nationale doit reposer sur des faits et des renseignements objectifs et non sur de simples conjectures ou possibilités lointaines.

- c) recommandation sur l'opportunité d'appliquer ou de maintenir une réglementation commerciale sous la forme de droits antidumping ou compensateurs pour neutraliser le dommage causé à la production nationale.

Article 13. Dans les enquêtes concernant l'évaluation de mesures de sauvegarde, les rapports doivent contenir, au minimum, les renseignements suivants:

- a) compte rendu des faits qui ont motivé l'ouverture de l'enquête et description de la branche de production et de sa situation internationale;
- b) description des facteurs démontrant l'existence du dommage pour la production nationale, telle que les importations, l'emploi, la capacité industrielle utilisée, le taux de rendement des investissements et tout autre facteur permettant une évaluation adéquate;
- c) incidences économiques pour les consommateurs, suite à l'application de mesures de sauvegarde;
- d) recommandation quant aux mesures de sauvegarde les plus appropriées en l'espèce.

Article 14. La Commission peut approuver et publier des guides, des exemples et des instructions détaillées concernant les enquêtes, afin d'informer le public et les parties intéressées des modalités et des caractéristiques de ses analyses, rapports et recommandations.

Article 15. Pour exercer ses fonctions, la Commission peut engager les spécialistes ou consultants spéciaux éventuellement nécessaires pour compléter son équipe technique permanente, sous réserve des réglementations en vigueur. Elle peut également conclure des contrats de coopération technique avec des organismes situés dans le pays ou à l'étranger, spécialisés dans des domaines liés à ses fonctions.

Article 16. Lorsqu'elle analyse et recommande des mesures, la Commission doit avoir pour seul critère la nécessité de neutraliser le dommage et doit éviter d'utiliser la législation à des fins protectionnistes. En particulier, elle ne doit pas proposer de mesures similaires à celles qui sont envisagées par le Sous-Secrétariat au commerce extérieur si elle conclut qu'il est possible de remédier au dommage avec d'autres mesures qui ont un effet moins restrictif sur les importations. En aucun cas, les droits proposés ne peuvent être supérieurs à la marge de dumping ou au taux de subventionnement estimés par le Sous-Secrétariat au commerce extérieur.

Article 17. La Commission peut demander toutes les données et informations qu'elle juge pertinentes pour mener à bien les enquêtes en cours, les dispositions de l'article 707 du Code douanier

étant en l'occurrence d'application. Elle peut également mener des enquêtes dans d'autres pays lorsque les circonstances l'exigent.

Article 18. Si cela est nécessaire pour la conduite des enquêtes, la Commission peut tenir des audiences avec la participation des parties intéressées.

Article 19. Les décisions sur les enquêtes en cours sont adoptées par le Conseil de la Commission lors de réunions convoquées à cette fin et en présence de tous ses membres. Pour chaque réunion, un procès-verbal est rédigé où sont consignés les votes des membres du Conseil, les raisons de ces votes et la décision finale qui a été approuvée, laquelle est notifiée au Secrétaire au commerce et aux investissements.

Les décisions doivent être adoptées par le vote motivé de la majorité des membres du Conseil et les vues de la minorité doivent aussi être présentées.

Article 20. Les rapports de la Commission nationale du commerce extérieur et les décisions de son Conseil sont le seul moyen de confirmer l'existence ou l'absence de dommage pour la production nationale dans les cas concernant des importations effectuées dans des conditions de concurrence déloyale et l'évaluation de mesures de sauvegarde.

Quand la Commission conclut à l'absence de dommage, le Ministre de l'économie et des travaux et services publics ne prend pas de mesure à l'égard des importations.

Dans les cas où la Commission estime que le dommage est suffisant pour justifier l'adoption de mesures, ses recommandations concernant le niveau des droits antidumping ou compensateurs et l'adoption de mesures de sauvegarde prennent la forme d'avis donnés au Ministre de l'économie et des travaux et services publics.

CHAPITRE IV

Dispositions générales et transitoires

Article 21. La Commission s'acquitte de ses fonctions dans les délais établis par la législation visée à l'article 3 du présent décret, et coordonne son activité avec le déroulement des enquêtes menées par le Sous-Secrétariat au commerce extérieur et présente ses rapports en temps opportun pour ne pas retarder les formalités, procédures et décisions pertinentes.

La Commission établit son règlement intérieur et elle est habilitée à édicter des règles d'interprétation et de mise au point relatives aux questions qui relèvent de sa compétence, ainsi qu'en ce qui concerne les formes, délais et autres règles de procédure interne, conformément à la législation en vigueur.

Article 22. La Commission prend des dispositions pour protéger les renseignements confidentiels, en ce qui concerne leur utilisation et leur conservation, et elle établit les responsabilités et sanctions appropriées pour le personnel qui enfreint les règles fixées en la matière.

Article 23. Tous les six (6) mois, la Commission publie un résumé de ses activités, ainsi que toute information additionnelle sur les mesures adoptées par des pays tiers à l'égard d'exportations effectuées par la République argentine.

Chaque année est établi et publié le Rapport annuel de la Commission.

Article 24. Pour renouveler le Conseil de manière graduelle, le pouvoir exécutif national établit au moment de le constituer pour la première fois deux (2) postes de membre à renouveler au bout de la deuxième année.

Article 25. Les fonctions visées à l'article 722 du Code douanier (Loi n° 22.415) et à l'article 3 de la Loi n° 24.176 sont déléguées à la Commission nationale du commerce extérieur, sous réserve des limites établies dans lesdites dispositions, dans le cadre des compétences et fonctions conférées par le présent décret et des réglementations qui régissent l'application desdites lois. La délégation des pouvoirs au Sous-Secrétariat au commerce extérieur en vertu de la Décision n° 104 du 24 mai 1989 du Ministère de l'économie et des travaux et services publics est limitée aux fonctions qui ne sont pas conférées par le présent décret à la Commission nationale du commerce extérieur. Le Secrétariat au commerce et aux investissements, sur demande de la Commission nationale du commerce extérieur et considérant le processus de mise en activité de la nouvelle entité, fixera la date à partir de laquelle cette délégation prendra effet.

Article 26. La Commission nationale du commerce extérieur présentera au pouvoir exécutif national pour approbation, dans les cent quatre-vingts (180) jours ouvrables pour l'Administration suivant la date du présent décret, sa structure organisationnelle, l'objectif étant de constituer un groupe spécialisé et hautement qualifié. Les conditions d'emploi du personnel seront régies par la Loi n° 20.744 (1986) sur les contrats de travail et ses amendements.

Article 27. En attendant l'approbation de la structure organisationnelle de la Commission, il est attribué au Président et aux membres de la Commission les fonctions de Conseillers de Cabinet prévues à l'article premier du Décret n° 736/92 pour les Sous-secrétaires du pouvoir exécutif national, lesdits conseillers étant assujettis au Régime juridique de base de la fonction publique approuvé par la Loi n° 22.140 et son règlement d'application, pour ce qui les concerne.

Article 28. La répartition des ressources administratives du Budget général de l'Administration nationale pour l'exercice 1994 - Ressources humaines - sous le poste 5000 - Ministère de l'économie et des travaux et services publics, Programme 17 - Définition des politiques en matière d'investissement, de commerce et de services publics et Programme 21 - Réglementation des services postaux, est modifiée comme indiqué dans les tableaux annexés au présent article qui en font partie intégrante.

Article 29. Le Budget général de l'Administration nationale pour l'exercice 1994, dans la partie correspondant au poste 5000 - Ministère de l'économie et des travaux et services publics, Programme 17 - Définition des politiques en matière d'investissement, de commerce et de services publics et Programme 21 - Réglementation des services postaux, est modifié comme indiqué dans les tableaux annexés au présent article qui en font partie intégrante.

Article 30. Les dépenses de fonctionnement de la Commission nationale du commerce extérieur seront imputées pour l'exercice 1994 au budget du Secrétariat au commerce et aux investissements, selon les montants établis dans les tableaux annexés à l'article 29 du présent décret. Le projet de loi de finance pour l'exercice 1995 devra prévoir les charges et crédits correspondants pour l'entité qui est créée.

Article 31. Pour communication, publication, transmission à la Direction nationale du Registre officiel et archivage. MENEM. Domingo F. Cavallo.

Note: Les tableaux annexés aux articles 28 et 29 ne sont pas publiés.

ANNEXE 1

Commission nationale du commerce extérieur

Echelle des salaires

Postes	Salaire	Indemnité de fonctions	Supplément pour les membres du Conseil*	Total
Président	1 900	1 900	4 000	7 800
Membres	1 900	1 900	3 000	6 800

*Non considéré comme rémunération et non sujet à bonus.